

# le prolétaire

bimensuel parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance, abonnements :  
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris  
Versements :  
Chèque bancaire à l'ordre de SARO  
ou chèque postal à l'ordre du  
« Prolétaire »

Abonnements :  
1 an : 50 F ; 6 mois : 25 F  
pli fermé : 80 F et 40 F  
Abonnements de soutien :  
à partir de 100 F

17<sup>e</sup> ANNEE - N° 316  
LE NUMERO : 2 F 50  
15 FB - 1 FS  
27 juin au 17 juillet 80

Répression dans les cités, mesures antigrévistas, projet Peyrefitte

## Les bourgeois agitent le bâton les réformistes sont complices

Finies les miettes que la bourgeoisie pouvait jeter aux travailleurs pour leur faire mieux accepter leur esclavage ! Envoyées les fameuses « garanties » et les « automatismes » qui ont permis aux partis soi-disant ouvriers et aux bureaucraties syndicales de prétendre « éviter la lutte » ! La crise ne laisse d'autre voie à la classe ouvrière que de lutter frontalement pour sa défense élémentaire. Elle l'oblige à préparer la riposte à l'offensive capitaliste

Tout cela la bourgeoisie et ses larbins le savent. Tous s'attendent à des explosions sociales et déjà à des luttes plus vigoureuses et plus tenaces. Comme on le lit dans *Le Figaro* du 17-6-80 à propos de l'augmentation du chômage : « on perçoit la lourdeur de la menace : une redoutable déstabilisation sociale capable de provoquer de non moins redoutables explosions ».

La misère aidant, les signes de révolte se font plus fréquents dans la jeunesse ouvrière des grandes cités de banlieue, comme à Paris ou à Lyon. La bourgeoisie et ses laquais ont trouvé un nom pour ce phénomène : la délinquance ! Dans une société où une poignée de capitalistes se goinfre des immenses richesses produites par la masse des sans-réserves, le jeune prolétaire sans travail qui chaparde un vêtement ou un disque est un dangereux hors-la-loi ! Et comme le capitalisme produit inévitablement la misère ouvrière et la révolte, il n'y a qu'une solution :

la répression ! Sur ce point, tous sont d'accord. Voici comment raisonne le PCF :

« Les communistes [il s'agit des faux communistes, des national-communistes ou des flics-communistes, c'est selon] exigent les moyens de la sécurité dans leur diversité, depuis la prévention dans toute la dimension du terme [...] en passant par la dissuasion et la répression lorsqu'elle est nécessaire. A ce sujet, nous faisons la preuve en maints endroits que la lutte paie. Le gouvernement, ses préfets, doivent céder à quelques revendications sous la pression populaire ». Exemple ? « Après des mois d'interventions et de pétitions municipales, le chantier du commissariat de Vitry vient d'ouvrir ». Voilà la littérature qui fleurit dans les *Cahiers du communisme* (numéro d'avril 80) revue théorique, s'il vous plaît !

Comme les grandes banlieues ouvrières sont souvent peuplées d'immigrés, tout ce beau monde a trouvé un moyen

sans égard pour l'intérêt de l'entreprise ou de l'économie nationale qui vivent sur son dos. Elle la contraint à utiliser sa force, qui ne peut lui venir que du renforcement de ses rangs et de l'utilisation de ses moyens de pression spécifiques. Elle ne lui laisse d'autre alternative à la préparation d'une nouvelle boucherie impérialiste que la préparation de la révolution communiste.

### DANS CE NUMERO

- Sécurité sociale : défendre la santé des travailleurs !
- De la crise économique du capitalisme à la crise sociale et politique.
- Afrique du Sud : Nos frères de classe appellent à l'aide.
- Espagne : Riposte ouvrière aux bandes fascistes.

pour retarder la riposte en cherchant à diviser les travailleurs entre eux : limiter le nombre d'immigrés ! La conséquence en est le développement des attentats racistes qui viennent s'ajouter aux persécutions policières quotidiennes.

(suite page 2)

Austérité pour les ouvriers  
profits pour les patrons

Au cours de l'avant-dernier conseil des ministres le gouvernement s'est félicité des bons résultats obtenus par l'économie française. Des progrès « nouveaux » et « importants » ont été enregistrés dans « l'assainissement des structures de notre économie ». Les exportations ont connu un « développement rapide », ce qui a entraîné un « accroissement de la part de la France dans le marché mondial » (la France est devenue le 3<sup>e</sup> exportateur mondial). La productivité a progressé « à un rythme soutenu et supérieur à celui constaté dans la plupart des autres pays ». Dans l'industrie, par exemple, les gains de productivité ont été « particulièrement importants » : ils ont atteint 5,9 %. Le redressement de la situation financière des entreprises s'est poursuivi, l'investissement productif a repris. Le franc a une tenue « excellente » et témoigne, lui aussi, « de la compétitivité de l'économie française » (*Le Monde* du 1-6-80). « Résultats financiers des entreprises en 79 : les meilleurs depuis 6 ans », titraient pour leur part les *Echos* du 11 mars 1980.

Ça c'est le bon côté de la médaille, le côté des capitalistes. L'autre côté, celui des travailleurs, est de plus en plus à l'austérité.

Le nombre des chômeurs n'arrête pas d'augmenter : 1.500.000 en 1980 contre 430.000 en 1974, plus d'1 million d'augmentation en 6 ans ! Et les prévisions sont des plus sombres : « pour des années encore, mathématiquement », écrit le *Figaro* du 17 juin, 100.000 demandes d'emploi non satisfaites s'ajoutent à chaque exercice », ceci sans compter l'« insuffisance du taux de croissance » en France et le « ralentissement » à l'échelle internationale (ralentissement est un euphémisme, au dernier sommet européen à Venise il a été question d'une menace de « récession généralisée »). De plus, toujours selon le *Figaro*, « la recherche d'une meilleure productivité fait que de plus en plus la machine va chasser l'homme, y compris dans le secteur tertiaire ». Place au chômage donc !

L'inflation n'en finit pas de galoper. En 4 mois, 5,4 % d'augmentation des prix. Pour l'ensemble de l'année, vraisemblablement de 13 à 14 % (*Le Figaro* du 29-5-80).

(suite page 2)

### Sécurité sociale

C'est la santé des ouvriers  
qu'il faut défendre,  
non l'institution !

Si la mise en place de la Sécurité sociale en 45-47 a apporté des avantages aux prolétaires, elle a aussi apporté des avantages aux bourgeois : la sécurité des profits. Alors que commençait la reconstruction de l'économie capitaliste, il était important de lâcher du lest aux ouvriers pour juguler tout esprit de révolte et éviter les grèves qui paralysent la production. Les dépenses sociales que les bourgeois consentirent alors avaient pour fonction d'acheter la paix sociale. Aux prolétaires qui n'avaient gagné dans cette guerre meurtrière que le droit de reprendre leur vie de forçat dans les bagnes industriels dans des conditions pires encore, il était important de faire croire qu'il peut y avoir une sécurité et des garanties dans le capitalisme. Les dépenses faites pour la protection sociale des ouvriers avaient pour rôle de donner une apparence de vérité aux mensonges réformistes grâce auxquels les faux partis ouvriers faisaient dévier le prolétariat de ses objectifs propres de classe : faire croire aux « len-

(suite page 4)

## Leur « union dans les luttes » et la nôtre

1<sup>er</sup> septembre 1979 : « Il n'est pas question du tout de refaire l'unité dans les mêmes formes et les mêmes conditions qu'hier. Il faut une unité nouvelle (...) qui ne passe pas aujourd'hui par des rencontres d'états-majors, par des décisions d'états-majors (...) mais par l'unité d'action à la base » G. Marchais (*Le Monde* du 4-9-79).

Début septembre 1979 : « Priorité à l'union à la base cela veut tout simplement dire qu'à notre avis ce qui est déterminant c'est que les travailleurs prennent leurs affaires en main (...). Qu'ils engagent la lutte. Et cela sans s'en remettre aux dirigeants d'organisations, pas plus d'ailleurs au niveau national que local », C. Poperen (PCF) (Cité par *Rouge* n° 883).

Il est difficile de ne pas voir une continuité entre le baratin du PC et du PS et l'initiative de la pétition, à laquelle la LCR emboîte le pas. Mais de quelle union parle-t-on ici ? Est-ce cette union « seul résultat véritable des luttes » définie par Marx ? Est-ce l'union reposant sur un terrain de classe, un terrain de lutte autour de revendications et de méthodes anti-capitalistes ? Est-ce de l'union combattante, véritable contre-poison à l'isolement et à la démoralisation ?

On peut répondre sans aucun risque d'erreur que l'union dans la bouche de traîtres, de bureaucrates, de larbins reste l'union de traîtres qui n'a rien à voir avec une union de lutte. Ce sont les initiateurs de la pétition qui le disent eux-mêmes : « Le texte ne porte aucune référence à l'idée de préparation à la grève générale ou à mettre en cause telle ou telle direction de syndicats ou de parti. Il faut préparer les conditions

politiques d'une renaissance de la gauche sur des bases nouvelles et élargies » (*Rouge* n° 906).

Au passage on se demande comment l'OCT peut y voir « le refus de se laisser entraîner dans les impasses proposées par les états-majors réformistes » (*L'Étincelle* n° 105, mars-avril 80). Si la renaissance de la gauche — même élargie — n'est pas une impasse, peut-être que pour l'OCT c'est la révolution qui est une impasse ! Quant à la LCR, son attitude face à la pétition résume bien son aplatissement définitif devant les larbins des bourgeois. Qu'elle ait rallié sur le champ les pétitionnaires (au départ 100 bonzes PC, PS, intellos, bureaucrates, chanteurs, etc.) rien d'étonnant, car n'écrivait-elle pas 3 mois avant l'appel : « Il faut que s'exprime et intervienne le large courant de travailleurs, de militants syndicaux, du PC et du PS convaincus que pour lutter et vaincre, il

20 août 1979 : « En fait on ne donne pas à la classe ouvrière l'instrument qui lui manque, c'est-à-dire l'union des travailleurs. L'union à la base, nous sommes preneurs », F. Mitterrand (*Le Monde* du 22-8).

Mi-septembre : « Face à l'austérité, au chômage et au pouvoir, les travailleurs sont unitaires, et ne pas en tenir compte c'est risquer de s'aliéner encore plus leur confiance », L.C.R. (*Rouge* n° 883).

18 décembre 1979 : « Nous appelons à l'action. L'Union à la base est possible, impérative. Il ne faut pas substituer aux luttes de masse des stratégies d'états-majors » (Pétition pour l'Union dans les luttes).

faut l'unité. Il s'agit de contraindre les dirigeants ouvriers dans la voie de cette unité » (*Rouge* n° 883, septembre 79).

Et pour la LCR à quoi sert l'unité ? « Engager la lutte pour les revendications, développer la grève générale contre le gouvernement, et enfin imposer un gouvernement PC-PS » c'est « le meilleur moyen pour favoriser la coordination des luttes, pour avancer vers un mouvement unitaire tous ensemble... ». Tout y est, le défaitisme (on est trop faibles pour se coordonner dans nos luttes, alors mieux vaut que ce soient les traîtres qui arrêtent d'être des traîtres et veuillent bien centraliser les luttes), les illusions qui renforcent le poids du réformisme sur la classe ouvrière (on demande à une vache de faire du vinaigre si elle y met le paquet), et la trahison.

(suite page 2)

## BONDY

Fascistes, flics, PC, PS :  
même combat !

Plusieurs agressions ont eu lieu à la cité De Lattre, perpétrées par des bandes fascistes, des slogans racistes ont été bombés sur les murs de Bondy. Tout cela vient après une longue suite d'agressions policières ou fascistes contre des immigrés : des morts à Valenton, à Vitry, expulsions de résidents du foyer de Valenton (après plusieurs milliers d'expulsions dans toute la France), descente de police à la cité des Doucets à Nanterre, acquittement des flics pour l'assassinat de Mohammed Diab, agressions policières dans plusieurs cités de la banlieue lyonnaise, etc. La violence de la bourgeoisie se déchaîne sous différentes formes avec toujours comme but de briser et d'intimider les prolétaires. Après les agressions de Bondy les flics n'ont rien eu de plus pressé que de rechercher des stocks de barres de fer, etc., dans la cité et d'y effectuer des contrôles.

Les forces de gauche ont bien sûr apporté leur grain de sel contre-révolutionnaire dans l'histoire : le PS en accreditant la thèse de rivalités entre bandes (il se livrait à une enquête — voir Libé du 16 juin — pour prouver qu'il s'agit de bagarres entre jeunes immigrés), et le PC en parlant de rumeur irrationnelle, en accusant le pouvoir de susciter la violence chez les jeunes immigrés pour discréditer la gauche, et en reprochant à la police de laisser les jeunes immigrés faire des rondes dans la cité : « c'est sous les yeux de la police — qui pour l'instant les ferme — que les jeunes des cités font leur ronde de nuit. Difficile de croire à une soudaine bienveillance à l'égard des immigrés, que n'aurait jamais laissé supposer un comportement antérieur » (Révolution n° 16) ; « les communistes appellent la population de ce département à agir avec dignité et fermeté pour empêcher tout acte de violence, pour exiger l'arrestation d'individus connus de la police » (tract du PC distribué à Bondy). Si on se réfère aux déclarations du maire PC de Venissieux ces « individus » dont parle le tract risquent bien d'être les jeunes immigrés eux-mêmes.

Tous ces gens s'agitent car ils craignent qu'à l'occasion de ces événements ne se développent des tentatives d'autodéfense dans les quartiers ouvriers. Pour nous qui avons toujours expliqué qu'à la force des bourgeois il faut opposer la force des ouvriers, à l'organisation des bourgeois et des soi-disant « partis ouvriers » l'organisation des ouvriers, ces signes sont réjouissants. L'important maintenant est de souffler sur ces étincelles et surtout d'organiser patiemment ces tentatives de lutte indépendante.

ESPAGNE : La riposte ouvrière aux bandes fascistes  
doit aussi se prémunir contre la démocratie !

En 1976, la bourgeoisie espagnole mettait en marche le processus de démocratisation de l'Etat. Elle avait gouverné par le fer et le feu pendant toute la période franquiste, après avoir fait de même durant toute la II<sup>e</sup> République (sans parler des périodes antérieures : Primo de Rivera, 1917, 1909, etc.). Ainsi, donc, en 1976, face aux craquements annonciateurs de la crise internationale, la classe capitaliste, présentant un changement

C'est ainsi que s'est forgée une Union sacrée destinée à emprisonner les soubresauts prolétariens dans les filets politiques et institutionnels du régime établi. Durant les premières années, l'action conjuguée des forces légales de répression et de la meute démocratique ont réussi dans ce cadre à empêcher dans une certaine mesure que la vague de luttes sociales qui a déferlé sur le pays ne sorte des digues prévues. La tendance sociale générale (et nous ne parlons pas ici des cas particuliers qui n'ont pas manqué) était de canaliser les sursauts prolétariens, y compris les révoltes contre l'oppression nationale au Pays Basque, dans le lit de la réforme du cadre institutionnel de la dictature bourgeoise.

Depuis plusieurs mois, cependant, un phénomène supplémentaire tend à se généraliser : celui de la violence paraléale des bandes fascistes. Le fait que la bourgeoisie ait tendance à y recourir de manière accrue est un indice certain d'un tournant, ou tout au moins du fait que le développement politique et social de la situation est à un carrefour.

La période de la démocratisation de l'Etat n'a pas signifié matériellement pour les masses ouvrières autre chose qu'un chômage croissant, une aggravation de leurs conditions de vie et de travail, parallèlement à l'approfondissement de la crise. Les « lendemains qui chantent » se sont transformés en amère réalité du quotidien qui, selon les paroles de la bourgeoisie elle-même, ne fait qu'annoncer des lendemains encore plus sombres. Les travailleurs sentent confusément que la démocratie au nom de laquelle on leur a demandé des sacrifices, a signifié non pas un affaiblissement mais un renforcement de leur oppression de classe, et que les partis « ouvriers » et les syndicats démocratiques, loin d'avoir représenté des instruments de leur défense contre l'exploitation, ont été des instruments actifs de la mobilisation bourgeoise dirigée contre eux.

Au Pays Basque, finalement, la démocratie n'a pas entraîné un relâchement de la pression de l'Etat mais son accroissement.

Et aujourd'hui, après quatre ans de démocratisation, la bourgeoisie sent confusément mais sûrement, que les réactions prolétariennes

contre tout l'échiquier politique et institutionnel de la nouvelle démocratie, ne pourront que s'étendre. Ces réactions devront tendre à échapper de plus en plus aux filets paralysants et antiprolétariens de la social-démocratie et du national-communisme.

Par conséquent, la bourgeoisie — avec un sûr instinct de classe — affirme résolument, dans ce domaine aussi, les tendances qui devront se manifester toujours plus ouvertement dans la lutte de classe. C'est pourquoi la recrudescence du terrorisme d'intimidation des bandes fascistes à deux objectifs, à court et à moyen terme. A court terme, dans la mesure où il prétend susciter un complément de mobilisation du prolétariat sur le terrain défaitiste et paralysant de la démocratisation de l'Etat. A moyen terme, dans la mesure où la bourgeoisie devra recourir de manière tendancielle et inexorable, à la violence offensive croissante contre un prolétariat poussé matériellement à la lutte de classe, en même temps qu'elle devra mobiliser les bureaucraties politiques et syndicales « ouvrières » pour empêcher et paralyser l'action de secteurs ouvriers encore immatures ou impréparés pour l'action et la mobilisation de classe. Pour cela, le recours fondamental de la bourgeoisie est représenté par l'action des dites bureaucraties prêtes à réclamer de l'Etat bourgeois lui-même la défense du prolétariat contre la violence bourgeoise, ce qui signifie désarmer la classe ouvrière au moment même où la bourgeoisie passe à l'offensive.

\*\*

C'est la bourgeoisie qui a encore ici l'initiative et c'est elle-même qui pose le problème de la lutte de classe dans ses vrais termes : ceux de la force, de la violence, de la centralisation et de l'organisation.

La mobilisation générale de la classe bourgeoise utilisant tous les ressorts de son appareil de domination, légaux et illégaux, politiques et sociaux, militaires et idéologiques, ne concerne pas seulement les moments critiques de la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière, mais des périodes historiques entières de crise de la société capitaliste qui tendent — et aujourd'hui il s'agit

seulement d'une tendance — à aligner des franges croissantes de la classe ouvrière sur le terrain de la guerre de classe. Par conséquent, la mise en œuvre de la riposte prolétarienne à l'action offensive des bandes blanches et, de manière générale, de tout l'échiquier des forces bourgeoises contre le prolétariat, doit répondre aux exigences du combat qu'il devra mener dans toute la période historique qui s'ouvre devant lui. Et cette période doit voir l'alternance et la convergence des deux ailes de la stratégie politique bourgeoise, l'aile démocratique et l'aile fasciste, dans l'œuvre antiprolétarienne de désarmement et tendanciellement d'écrasement des révoltes ouvrières, de désarticulation de ses difficiles efforts pour créer, au cours de sa lutte de défense contre les effets d'une crise durable de l'économie capitaliste, les conditions de la renaissance d'organisations de classe.

Concrètement, donc, la mise en œuvre de la nécessaire autodéfense prolétarienne contre la violence bourgeoise doit répondre à un double objectif. D'une part à défendre les luttes et les centres ouvriers contre les attaques des bandes blanches, en répondant à la préparation armée fasciste par la préparation armée prolétarienne, à l'organisation de choc fasciste par l'organisation de choc prolétarienne, à la discipline fasciste par la discipline d'action prolétarienne, à la force fasciste par la force prolétarienne et aux actions de commando fascistes par les actions de commando prolétariennes. Et, d'autre part, à défendre les luttes ouvrières et leurs organisations de classe contre l'offensive et le sabotage conjugués de l'Etat bourgeois et de ses agents politiques et syndicaux.

Avec l'autodéfense prolétarienne de classe, il ne s'agit pas aujourd'hui encore, comme c'était le cas en 1921 en Italie devant l'offensive fasciste, de préparer à travers l'autodéfense prolétarienne, les conditions de l'offensive proche pour le renversement du régime. Aujourd'hui, il s'agit plus modestement de permettre que les manifestations du réveil d'une réaction prolétarienne contre la pression de la crise sur la classe ouvrière

(suite page 4)

## Les bourgeois agitent le bâton

(suite de la page 1)

Naturellement devant les tentatives pour se défendre, la police perquisitionne et désarme... les victimes ! Elle doit en tout état de cause conserver le monopole de la violence, sinon l'Etat bourgeois ne serait pas ce qu'il est : une bande armée au service des exploités, que le prolétariat devra détruire par la violence.

Dans les usines la situation n'est pas plus harmonieuse, avec l'accélération des cadences, la baisse du salaire, les menaces de licenciement et l'accentuation du flicage et des sanctions. Imaginez que des groupes de travailleurs se mettent à se servir de la grève comme moyen d'organisation de leurs camarades et de lutte effective contre les patrons, au détriment de la compétitivité de l'« économie nationale » et au risque de briser la paix sociale ! On comprend la campagne pour régler la grève. Tous sont d'accord, patrons et bonzes, sur le fait que la grève doit être inoffensive et doit seulement servir à faire échapper la vapeur.

« Laissez-nous au moins le droit de grève, disent à peu près Maire et Séguy à leurs « partenaires sociaux », si vous voulez que nous puissions prévenir les conflits. Sinon quel moyen aurions-nous de contrôler les troupes ? Comment pourrions-nous convaincre les travailleurs de rester dans la légalité si vous ne concédez pas au moins l'illusion de droits que de toute façon nous nous chargeons de vider de toute substance ? Maintenant, nous sommes d'accord que la loi, que nous voulons bien préparer avec vous, doit être impitoyable avec les « délinquants » qui rompent avec la discipline syndicale et que nous nous efforçons par ailleurs de vider des syndicats et des entreprises ». Autant dire que la lutte

contre la législation anti-grève est inséparable de la lutte contre le réformisme !

Et puis vient le fameux projet Peyrefitte. Certes il faut que la bourgeoisie rende sa justice toujours plus efficace, élimine les lenteurs de la procédure, renforce toujours davantage ses moyens de répression. Mais ne dispose-t-elle pas déjà avec l'arsenal juridique existant de plus de moyens qu'il n'en faut pour arrêter et condamner avec toutes les justifications légales n'importe qui, n'importe quand et n'importe où ? Assurément ! L'intérêt essentiel de la loi est donc ailleurs.

Il réside en ceci que désormais la répression ordinaire ne suffit pas et qu'il faut ajouter la terreur préventive. Il faut aussi la mobilisation sociale contre toute forme de délinquance et de violence, qui sont naturellement avant tout délinquance et violence sociales ! En temps de guerre, il ne suffit pas de posséder des troupes et des canons nombreux, il faut aussi cultiver l'« esprit de défense », c'est-à-dire la haine collective de l'ennemi ; de la même manière dans la guerre des classes, il ne suffit pas de posséder tous les instruments de répression possibles et imaginables, il faut encore l'« esprit de sécurité », c'est-à-dire la haine de classe !

A cette offensive que la bourgeoisie mène avec l'appui actif de ses « lieutenants ouvriers », il n'y a pas d'autre réponse que la préparation de la guerre de classe. Cela se fera en insufflant l'« esprit de lutte de classe » dans les luttes de défense immédiate et en particulier dans la nécessaire autodéfense ouvrière contre les violences policières et les attaques des bandes au service des exploités.

## Leur « union dans les luttes » et la nôtre

(suite de la page 1)

Quant aux maoïstes du PCML, ils « se trouveront [eux aussi] aux côtés des signataires de cette pétition et de ceux qui s'y reconnaissent pour mener les luttes nécessaires face à une telle attaque du patronat et du gouvernement ». Certes, ils ne veulent pas « être de ceux qui, à nouveau, font croire aux travailleurs que le PCF et le PS peuvent être les artisans de leur libération. En somme, affirment-ils, oui à l'union dans les luttes, avec tous ceux qui veulent les mener, mais non à de nouvelles illusions » (L'Humanité rouge du 17 au 30 avril 80). Mais sur quelle base réelle pourraient-ils s'appuyer pour combattre ces illusions, s'ils en avaient la moindre intention, puisque la base de la soi-disant Union dans les luttes est trébuchée à 100 % ?

Nous ne rappellerons que schématiquement notre vision de l'unité, celle-ci ayant été développée notamment dans Le Prolétaire n° 313.

a) L'unité ne peut naître et se développer que sur le terrain de méthodes et de revendications de classe. b) Ces méthodes sont en totale contradiction avec la nature et les orientations des partis et des directions pseudo-ouvrières. c) Une telle union de lutte aura donc comme résultat la rupture des prolétaires avec ces partis et directions syndicales. d) En conséquence l'union des

rangs prolétariens se fera contre les partis traîtres.

Et nous ne voyons dans les orientations mises en avant par « L'Union dans les luttes » qu'une tentative de ramener les travailleurs écorchés dans les jupes des réformistes. C'est encore la pétition qui le dit elle-même : « Il n'y a pas d'autre alternative au pouvoir de la droite, il n'y a pas d'autre voie au socialisme que l'essor d'un mouvement populaire sur des bases nouvelles et élargies ». Y ajouter comme le fait la LCR une invocation de la grève générale n'y change rien. C'est bien un appel à surtout ne pas rejeter le PC et le PS, à ne pas les prendre pour ce qu'ils sont : les chiens de garde des exploités.

Cela dit, les communistes révolutionnaires ne sont en rien indifférents au besoin de dégager les éléments les plus combattifs de l'influence de ces partis. Mais une telle rupture, rappelons-le, n'est que le résultat d'un travail patient, sans succès immédiats du moins à une échelle significative. Il repose sur la défense de méthodes et de besoins qui vont dans le sens du renforcement de la classe ouvrière comme force agissante, montrant que même sur le terrain des luttes, toute défense réelle des intérêts ouvriers se heurte et se heurtera encore plus demain aux méthodes et orientations du PC, du PS et de leurs lèche-culs.

## Austérité pour les ouvriers

(suite de la page 1)

Les salaires, eux, baissent. Outre la baisse générale du pouvoir d'achat enregistrée l'an dernier, un nombre grandissant de travailleurs ont des salaires de misère. Selon la CGT 1 salarié sur 2 (soit 8 millions de travailleurs) gagne moins de 3.050 F par mois ! (La Vie Ouvrière du 4 juin 1980). Toujours selon la CGT il y aurait 3 millions de travailleurs précaires, dont 50 % de jeunes (Libération du 11 juin). En ce qui concerne les

conditions de travail une enquête du ministère du travail et de l'INSEE réalisée en octobre 1978 montre qu'en France l'ensemble des salariés travaille 41 heures par semaine en moyenne et qu'1 salarié sur 5 fait 45 heures ou plus (Les Echos du 19 mars 1980).

Accroissement de la richesse à un pôle, augmentation de l'exploitation et de la misère à l'autre pôle : telle est la réalité sordide du système capitaliste. Un système que le prolétariat doit détruire de fond en comble s'il veut vivre.

# De la crise économique du capitalisme à la crise sociale et politique

Certains courants imputent aussi bien à l'Internationale Communiste qu'à notre mouvement une conception à la fois **économiste** et **mécaniste** de la crise mondiale du capitalisme. Economiste, dans la mesure où on ne s'occuperait que de la production, des échanges, des salaires, du chômage, etc., en ignorant l'action de la superstructure; mécaniste, parce qu'on déduirait automatiquement de la crise économique la catastrophe définitive de la société bourgeoise. Rien n'est plus loin de la vérité. Nous l'avons déjà exposé dans notre Revue, **Programme communiste**, il y a quelques années (1), mais il est utile d'y revenir.

Au III<sup>e</sup> congrès de l'Internationale, c'est Trotsky en particulier qui a combattu cette conception « infantile », défendue par les champions du « communisme européen ». Il leur a rappelé d'abord que si l'effondrement de la société bourgeoise est indubitablement inscrit dans toute la trajectoire de l'économie capitaliste, il ne se produit jamais de lui-même et pour ainsi dire automatiquement, mais ne peut résulter que de la rencontre entre le mouvement de désagrégation de l'appareil productif et du tissu social avec le mouvement ascendant et offensif de la classe ouvrière **centralisé et organisé par le parti**. Ensuite, que la crise économique elle-même ne présente pas un mouvement uniforme, mais une suite de phases contradictoires, de chutes et de reprises qui se succèdent à une vitesse croissante; qu'on ne peut tirer de prévision d'aucun de ses aspects **instantanés**, mais qu'il faut voir leur enchaînement et leur interaction avec les facteurs « subjectifs » pour comprendre comment ils se reflètent dans les alignements et les rapports de force des classes.

C'est encore Trotsky (mais au même moment la revue théorique du PC d'Italie tapait sur le même clou) qui appelait aux théoriciens de l'offensive « toujours et à tout prix » que, contrairement à la conception vulgairement et antidialectiquement matérialiste, c'est justement à la veille du règlement de compte définitif, au moment où elle est condamnée par l'histoire, que la bourgeoisie **développe la résistance la plus acharnée** et bande toutes ses forces pour survivre.

Après la deuxième guerre impérialiste, nous avons pu préciser encore davantage cette analyse. En effet du krach de 29 à la guerre, nous avions vécu une formidable **crise capitaliste** qui, contrairement aux illusions de certains (et de Trotsky lui-même) n'avait pas produit de poussée révolutionnaire. C'est une erreur à la fois **gradualiste et fataliste**, écrivions-nous en 1951, « **d'établir un lien pur formel entre le processus économique et le processus politique** ». D'ailleurs, en 1919, Trotsky avait bien montré que si, en dernière analyse, l'attitude politique des classes est déterminée par les rapports de production, elle n'en découle pas mécaniquement et immédiatement, mais à travers un processus complexe où s'enchevêtrent toutes sortes de facteurs.

Ainsi, il n'y a pas de relation nécessaire, sûre et inmanquable entre crise économique et poussée révolutionnaire. On ne peut même pas dire qu'en général l'une engendre l'autre. Dès 1922, dans les Thèses de Rome, nous avons montré qu'en certains cas la crise économique peut briser le prolétariat, et la reprise renforcer sa capacité de lutte, ou **inversement** : cela dépend de tout le cours antérieur de l'économie comme des luttes de classe.

Si donc on veut juger de la profondeur d'une crise, on ne peut pas se contenter d'une description ponctuelle et instantanée : il faut un tableau **d'ensemble** portant sur une période **assez longue** pour que les oscillations des... cours de la bourse et des humeurs de l'« opinion publique » se fondent dans une **tendance générale** qui, à travers des hauts et des bas incessants, pointe vers la désagrégation du tissu productif et social et l'amplification des luttes de classe. D'ailleurs, les hauts et les bas eux-mêmes sont moins significatifs que **l'accélération** de leur alternance.

C'est en effet cette alternance de plus en plus rapide qui produit les tensions et les secousses sociales les plus fortes; en 1921, Trotsky voyait à juste titre dans « **l'instabilité des conditions de vie qui reflète l'instabilité générale de la situation économique [...] un des plus importants facteurs de développement révolutionnaire** » (2).

Au cours des cinq années qui ont suivi l'ouverture de la crise actuelle, le monde capitaliste a connu une suite de **dépansions** et de reprises économiques, qui semblaient justifier à chaque fois le pessimisme le plus noir ou un optimisme béat. Mais la signification réelle, **historique**, de cette période, nous la lisons dans le fait que les sismographes qui enregistrent les secousses de la vie sociale dans tous ses aspects commencent à **s'affoler**. C'est ce qui nous permet de parler de **crise générale de la société et du mode de production bourgeois** : le fait que ses indicateurs ne tracent pas une ligne continue doucement ondulée, mais une ligne brisée par des cassures qui se rapprochent, par une instabilité générale qui n'est plus l'aiguillon normal du rétablissement de l'équilibre dynamique caractéristique des phases de croissance, mais la conséquence de leur rupture incessante et en même temps la cause de déséquilibres **plus graves** encore.

Ce qui caractérise la période que le monde capitaliste traverse aujourd'hui, c'est l'écroulement bruyant de toutes les « garanties » que la phase d'expansion **semblait** assurer pour toujours à ses « libres citoyens » : la garantie du pouvoir d'achat de la monnaie et d'une prospérité qui, pour n'être pas « équitable » n'en était pas moins diffuse, du travail pour tous — pour les jeunes et les vieux, les hommes et les femmes — et de la réduction petit à petit de la journée de travail sans perte de salaire. Garantie d'un niveau suffisant des fameux « services sociaux », et d'une protection minimum contre les risques

de maladie et de vieillesse; de rapports humains tant soit peu « décents », fût-ce dans le cadre d'un mode de production inhumain; enfin de « paix » relative, dans un monde qui semblait pouvoir contenir les conflits...

Certes, comme le disait le **Manifeste**, « **la bourgeoisie ne peut exister sans révolutionner constamment les instruments de production, donc les rapports de production, et donc tout l'ensemble des rapports sociaux** », et son règne est forcément celui de l'instabilité et de l'insécurité. Mais cela n'apparaît pas toujours aux yeux des masses, parce que la bourgeoisie essaie et parfois parvient pour un moment à leur assurer une stabilité et une sécurité **relatives et temporaires**. Jusqu'au jour où toutes les « **sécurités privées et les garanties privées existantes** » s'écroulent brusquement dans tous les domaines de la vie sociale, du microcosme de la « personne » à la famille, à la ville, à l'usine, à l'industrie, jusqu'au macrocosme du rapport entre les Etats.

Alors, tout ce qui semblait **certitude** devient soudain **incertitude absolue**, et l'individu cherche refuge dans la drogue chimique ou religieuse contre une société qui a perdu sa fiabilité, et déchaîne ses orgies sanglantes dans le monde entier. A moins que l'effondrement des illusions démocratiques ne pousse à chercher le salut dans l'individualisme anarchiste ou l'immédiatisme ouvriériste qui rêve d'une classe sans parti et d'une révolution sans dictature, ou encore dans le velléitarisme terroriste.

Même les grands bourgeois n'échappent pas à la peur du lendemain. Ils ont cru au boom infini, ils tremblent devant la récession. Pendant trente ans, les relations internationales étaient relativement stables, malgré guerre froide et détente; cet équilibre s'est définitivement rompu. La domination absolue du dollar assurait la stabilité des échanges mondiaux; le dollar domine toujours, mais la stabilité a disparu. L'inflation chronique, que personne n'espère plus enrayer, n'est-elle pas l'instabilité par excellence ?

C'est dans cette **insécurité** générale et toujours plus grande que nous voyons l'indice d'une crise profonde — à la fois économique, sociale, culturelle, politique. Une crise qui est une **réalité**, et non une manœuvre machiavélique de la bourgeoisie comme d'aucuns le croient, mais une crise qui ne produira pas automatiquement la révolution comme d'autres se l'imaginent, car celle-ci nécessite certaines conditions.

En effet, si la bourgeoisie a pu surmonter, à sa façon, à travers les massacres et les destructions, la série de crises ouverte en 29, ce n'est pas grâce à son intelligence, mais grâce au triomphe de la contre-révolution qui a détruit le parti du prolétariat, et donc brisé la seule force capable de transformer la crise économique et sociale en **crise révolutionnaire**.

Aujourd'hui, la crise revient. A travers les hauts et les bas elle ne pourra que s'appro-

fondir toujours plus. Et, comme le disait Trotsky, cette instabilité croissante arrache le travailleur le plus flegmatique à son « adaptation » à la société bourgeoise et le pousse dans la lutte. Mais cela ne suffit pas. Pour que l'énergie révolutionnaire ainsi libérée ne se dissipe pas dans la nature, il faut un organe qui la concentre et l'oriente, et lui permette ainsi de développer toute sa force subversive.

Cet organe doit opposer à l'incertitude et à l'instabilité générales la plus grande **continuité** dans tous les domaines. Il doit revendiquer et défendre une théorie et un programme révolutionnaires **invariants**, et des principes tactiques et organisationnels tout aussi **invariants**. Sa continuité dans le temps et son homogénéité dans l'espace sont la condition indispensable pour que le parti puisse proposer aux masses arrachées à la quiétude et jetées dans l'agitation tumultueuse des luttes immédiates un repère sûr, un **axe de référence** ferme et solide dans un monde au cours de plus en plus chaotique.

Mais le parti ne peut pas se contenter d'indiquer la voie historique de l'émancipation prolétarienne, et d'attendre que la marche de la crise sociale pousse les masses vers lui. Il doit au contraire intervenir **activement**, en tant que facteur conscient et volontaire de l'histoire, et **contribuer** au processus de la reprise prolétarienne. Loin d'attendre que la crise produise d'elle-même la « situation révolutionnaire », il doit jouer un rôle actif dans sa **maturation**.

Il ne peut le faire qu'en intervenant au jour le jour dans les luttes spontanées qui se développent et en leur apportant la **direction** dont elles ont besoin. Il ne peut le faire qu'en répondant au jour le jour aux problèmes, aux interrogations, aux besoins qui naissent de la lutte immédiate, et en les reliant à toute la perspective révolutionnaire. Il ne peut le faire qu'en devenant effectivement, à travers son intervention permanente à tous les niveaux de la lutte, le **pôle d'orientation et d'organisation** dont la classe a besoin.

L'approfondissement de la crise générale du monde capitaliste produira des explosions toujours plus violentes de tous les antagonismes sociaux. Demain, c'est par dizaines et centaines de millions que les prolétaires seront précipités dans la lutte armée. Pour que cette lutte soit une véritable lutte de classe et puisse conduire à la victoire révolutionnaire, à la dictature du prolétariat et au communisme, il faut qu'elle ait la direction politique et organisationnelle indispensable. Pour cela, nous ne pouvons compter simplement sur les facteurs objectifs : cela dépend aussi dans une grande mesure de **notre action**.

(1) Voir « Crise et révolution » et « **Encre sur crise et révolution** » dans **Programme Communiste** n° 62 et 66.

(2) Discours de clôture du III<sup>e</sup> congrès.

## Réunions publiques

### A VALENCE

• Le samedi 21 juin, à 15 heures, Foyer de la Salle des Fêtes, rue Farnerie.

**Solidarité ouvrière avec la lutte des masses palestiniennes contre l'impérialisme, le sionisme et les États arabes**

### A NANTES

• Le samedi 28 juin, à 20 h 30, Centre social et culturel des Bourderies, rue Saint-Brévin.

**De quel Parti a besoin la révolution ?**

### ERRATUM

Dans l'article du n° 315 sur les travailleurs sans papiers, ce sont des attestations de trois mois et non de trois ans qui seront remises aux travailleurs sous promesse d'embauche.

## AFRIQUE DU SUD : après Soweto, Le Cap

# Nos frères de classe appellent à l'aide!

La classe ouvrière n'oublie pas; le prolétariat de l'Afrique du Sud n'a pas oublié les centaines de ses frères de classe tombés il y a quatre ans sous la mitraille de la bourgeoisie blanche.

Incapable d'abandonner ses privilèges de caste esclavagiste qui entravent sans doute son développement mais lui garantissent d'énormes profits, la bourgeoisie sud-africaine, conseillée par les impérialismes qui participent au partage du gâteau, a résolu d'« assouplir » l'apartheid, c'est-à-dire en fait de diviser encore plus les masses noires et métisses.

Depuis plusieurs mois elle administrait l'opium démocratique aux masses métisses et indiennes en leur faisant miroiter la possibilité d'une promotion civile et sociale; elle rêvait de faire d'elles un embryon de classe moyenne qui, dans un pays où il n'y en a pas, servirait de tampon entre la bourgeoisie et le prolétariat noir. Mais ce jeu n'a pas trompé les masses prolétaires métisses et indiennes qui se sont vite aperçues du caractère illusoire et misérable des concessions que cette bourgeoisie vorace était disposée à leur faire. Et à la servilité envers cette bourgeoisie, elles ont préféré l'unité de classe avec le prolétariat noir.

L'agitation sociale, commençant par la grève des étudiants contre l'apartheid, gagnait bientôt la classe ouvrière de l'industrie de la viande et de l'automobile (Volks-

wagen) en lutte pour imposer une de ses exigences de classe élémentaires, le droit à l'organisation, ainsi que des augmentations de salaire. L'approche du 16 juin, anniversaire du massacre de Soweto, a catalysé toutes ces luttes en les poussant jusqu'à la révolte violente. Bilan : plusieurs dizaines de morts et des centaines de blessés.

« *C'est sans doute la première fois, lit-on dans Le Matin du 19 juin, que des grèves aussi dures ont lieu dans des établissements d'une telle importance, et aussi bien structurés, marquant ainsi l'influence grandissante des syndicats non officiels, qui ne sont plus guère contrôlés par l'« establishment » traditionnel, noir ou métis.* »

L'impérialisme euro-américain (face aux dangers d'explosions sociales encore plus grandes ressent l'urgence de préserver ce bastion de sa domination, ce gendarme de l'Afrique australe. D'où ses pressions renouvelées pour qu'un processus de démocratisation soit accompli, en s'appuyant sur les couches conciliatrices des masses de couleur. C'est ainsi que l'ONU va jusqu'à recommander la libération de Nelson Mandela, dirigeant de l'African National Congress, en espérant qu'il puisse aider à faire accepter le nouveau « contrat social ».

Notre espoir est que le prolétariat de couleur ne tombe pas dans le piège. L'explosion des métis et des indiens nous encourage à penser que la tentative démocratique ne réussira tout au plus qu'à freiner momentanément

la lutte de classe et que la désillusion qui la suivra nécessairement ouvrira la voie non pas à quelque révolte vite écrasée mais à une révolution prolétarienne triomphante.

Mais celle-ci sera considérablement favorisée si les prolétaires d'Europe et d'Amérique comprennent que la lutte générale du prolétariat noir contre les formes esclavagistes d'exploitation et la ségrégation raciale fait partie intégrante de leur lutte contre le capital et contre leur propre bourgeoisie.

A l'époque de la difficile reprise de la lutte de classe dans les métropoles, ces révoltes sont une aide précieuse en même temps qu'une pressante demande d'aide. Que la classe ouvrière des métropoles ne laisse pas ce cri sans réponse!

## Souscription permanente

### LISTE N° 5

Angers : 690 F; Rouen : 730 F; Toulouse : 300,50 F; Paris : 495,50 F; Barbieri : 60 F; Cechino : 50 F; Anita et Wanda : 50 F; un lecteur : 50 F; pour la presse : 7,50 F; un cheminot : 15 F; Paris : 7 F.

TOTAL ..... 2.455,50 F  
TOTAL PRECEDENT ..... 35.577,50 F  
TOTAL GENERAL ..... 38.033,00 F

## Imprimerie Lang

# Le patron licencie, les syndicats promettent... de ne pas riposter !

Dans une forêt à haut risque, les pompiers essaient avant un éventuel incendie, de creuser des fossés pare-feu, d'enlever les broussailles, bref ils essaient tant bien que mal de prévenir et d'éviter l'incendie.

En gros, ce qui est vrai dans une forêt le reste dans la vie sociale, sauf que les pompiers s'appellent bonzes syndicaux. Véritables professionnels de la trahison, du mensonge, du chauvinisme.

Leur boulot ? Garantir la paix sociale, non pas en restant passifs, ou inactifs, non, bien au contraire en déployant une activité de tous les diables pour casser ou contrôler tout ce qui bouge, ou risque de bouger, pour arrêter avant que ça pète.

Les exemples sont quotidiens, mais il en existe un, riche d'enseignements pour l'avenir, et qui montre que parler d'union dans les luttes sans lutter à mort contre toute l'orientation des partis pseudo-ouvriers et des directions syndicales, c'est entretenir une illusion que la classe ouvrière paie avec son sang et sa sueur depuis plus de 50 ans. Cet exemple est celui de l'imprimerie Lang à Paris.

L'imprimerie, le Livre plus généralement, secteur largement aristocratique de la production a toujours été un terrain privilégié de la collaboration de classe, de chauvinisme (Marseillaise chantée aux manifs derrière le drapeau tricolore, revendication du « rapatriement des travaux français effectués à l'étranger », gros bras pour le SO anti-gauchiste, etc.).

A Lang, boîte de 600 travailleurs — CGT, CFDT, CGC présentes — existe un projet de fermeture. Quelle réaction ? Quelle riposte ? Un protocole d'accord salué comme une victoire par l'Humanité du 9 mai, dans le cadre du « Vivre et Travailler à Paris » disant : « Afin de laisser à M. X... les coudees franches dans le cadre de sa mission, de rassurer la clientèle [...] il est convenu l'acceptation d'un statu quo sur une garantie de sortie des travaux (...) jusqu'au 28-2-1981 ». Et dans une note destinée aux clients, les représentants de la CGT (à l'exception d'une seule et unique déléguée), de la CFDT, et de la CGC cherchent « à rétablir la confiance vis-à-vis des clients et des investisseurs ».

Ainsi pour les bonzes de Lang, comme

c'est le cas à Chaix, la riposte aux licenciements, c'est de prouver qu'on est capable de représenter un bon investissement, en parfait accord avec les patrons. Ce fameux statu quo revendiqué dans cette entreprise existe et existera davantage à l'échelle générale. Belle union CGT, CFDT, CGC, pas pour les luttes, mais contre elles, cul et chemise avec les patrons. Main dans la main contre le prolétariat. On comprend ainsi parfaitement les raisons de ces pourris quand ils ont refusé de syndiquer des travailleurs de Darbois : parce que leurs formes de lutte, occupation et utilisation des bécanes pour les luttes ou les organisations politiques, est en contradiction avec la politique de la Fédération.

Unis ou désunis, le résultat est le même ; défense de l'entreprise, défense du statu quo et de la paix sociale. Face à cette union jaune, le prolétariat devra reconstruire sa force opposer une union rouge, une union par-dessus les races, les catégories, sexes ou nationalités contre les bourgeois et leurs larbins. Il n'y a jamais eu et il n'y aura jamais d'autre chemin pour en finir avec l'exploitation.

## Les « découvertes » de la CFDT

La CFDT se dit scandalisée : avec le nouveau système d'indemnisation du chômage, les travailleurs sans emploi depuis trois ans et plus, et donc surtout les travailleurs âgés, se trouvent privés de toute indemnité.

Il était clair, en effet, que la révision des modes d'indemnisation du chômage en mars 79 constituait une nouvelle attaque contre les chômeurs : supprimant les fameux 90 % pour licenciement économique juste avant les licenciements massifs dans la sidérurgie, resserrant le système des contrôles et les conditions d'exclusion de l'indemnité, écourtant enfin la durée des versements, avec la soi-

disant contre-partie d'une augmentation de quelques dizaines de francs par mois pour les « élus » du système.

Mais la CFDT n'avait rien remarqué de tout cela sur le moment... Au contraire ! « Le nouveau système », déclarait Michel Rolant dans *Syndicalisme* de 19-4-79, introduit une indemnisation plus juste, plus égalitaire [...]. La conception et les principes de base du nouveau système sont bien ceux que la CFDT avançait sur la base de ses orientations fondamentales [...]. Le nouveau système d'indemnisation démontre la possibilité de la négociation à tous les niveaux de décision » :

voilà ce qu'il fallait démontrer, et voilà la raison de l'aveuglement volontaire de la CFDT !

La CFDT « découvrira » peut-être bientôt qu'en jouant sur les primes et rattrapages divers, les négociateurs ont rogné considérablement les acquis réels de la grève des nettoyeurs du métro ; que les sans-papiers de la confection pour lesquels elle a chanté victoire restent en majorité sans garantie, etc., etc. Mais qu'on ne s'imagine pas qu'elle va tirer de ses pseudo-révéils des conclusions de lutte ! Elle réclame tout bonnement pour les chômeurs non indemnisés... de nouvelles négociations : la boucle est bouclée.

## Défendre la santé des travailleurs

(suite de la page 1)

demains qui chantent », à la « solidarité nationale », au progrès social graduel dans un capitalisme qui perdrait petit à petit ses tares.

L'impérialisme français n'hésita pas à l'époque à payer le prix qu'il fallait. La guerre, avec ses destructions, avait donné un nouveau coup de fouet à l'économie capitaliste. Et l'énorme pillage colonial perpétué sous les balles « made in France » lui fournissait des richesses à bon marché. La « sécurité » sociale ne lui a pas coûté cher ! Petit à petit, parallèlement à la vague des mouvements anti-coloniaux qui restreignaient ses zones de pillage, la bourgeoisie impérialiste a dû se lancer sur le marché international pour maintenir la baraque nationale. Aujourd'hui, avec la crise et la guerre économique, elle ne peut faire autrement que de faire voler en éclats tout le système de protection sociale.

Les pompiers sociaux, faux partis ouvriers et directions syndicales à la botte de la bourgeoisie, se lamentent : c'est toute la politique réformatrice qui est remise en cause. La Sécurité sociale en était le fleuron. Mise en place lorsque le PCF était au gouvernement, elle témoignait que des « conquêtes » ouvrières sont possibles par la voie démocratique et pacifique, par la collaboration avec la bourgeoisie. Démantelée, comment faire croire à la pérennité des « acquis » ouvriers et à la validité des méthodes réformatrices ? La CGT n'écrivait-elle pas déjà en 65 que cette « conquête démocratique ne saurait être démantelée sans préjudice pour la défense de la démocratie en France » ? C'est pourquoi ces apôtres de la paix sociale tâchent d'entraîner le prolétariat dans la défense de l'institution : « reconquérir la Sécurité sociale, gérée par les travailleurs » (L'Humanité, 6-5-80).

Mais défendre l'institution, est-ce la même chose que défendre les besoins des travailleurs ? Ce ne l'a pas été dans le passé : le système de protection sociale, tant vanté, ne fournit que des allocations misérables, à peine de quoi vivre, aux handicapés, aux travailleurs en longue maladie, aux ouvriers détraqués ; abandonne purement et simplement les inaptes au travail ; lésine ignominieusement pour verser une rente, tout juste une aumône, en cas d'incapacité permanente après accident du travail... Sans parler des travailleurs immigrés : le vol sur leurs allocations familiales a permis à la bourgeoisie de leur construire des foyers-prisons... à leurs frais ! Et combien touchent la retraite pour laquelle ils ont cotisé pendant tant d'années ? Et les

sans-papiers qui, eux, n'ont absolument aucune couverture sociale ?

Et cela dure depuis des décennies ! Des décennies où, au travers de la Sécurité sociale, ce que les partis réformatrices social-impérialistes et les directions syndicales ont défendu, ce n'était pas une véritable protection sociale répondant aux besoins réels des ouvriers. Cela, ils s'en moquent ! Ce qu'ils défendaient, c'était une preuve exemplaire de l'efficacité de leur orientation, en réalité impuissante, et de leurs méthodes, de fait paralysantes.

La satisfaction des exigences vitales des ouvriers en matière de protection sociale et de santé ne dépend donc pas du maintien de l'institution « Sécurité sociale ». Elle sera le résultat de leur capacité d'arracher à la bourgeoisie les moyens de satisfaire des besoins par leur force collective, unitaire et organisée qui seule pourra « garantir » leurs acquis. Elle sera le résultat de leur capacité de reconstituer entre eux les liens organisationnels qui donnent de la force à leurs actions, sur la base

de la défense de leurs intérêts de classe, par dessus l'esprit de boutique syndicale et les différences de nationalités et de catégories qui servent à les affaiblir.

À la force, la violence, l'organisation, la centralisation bourgeoises, il faut opposer la force, la violence, l'organisation, la centralisation prolétariennes. Non par la concertation et la négociation, mais par la grève exigeons : la réduction des cotisations, vers la suppression de toute retenue sur les salaires des travailleurs ; la suppression des tickets modérateurs ; la gratuité de toutes les prestations médicales et des médicaments pour les travailleurs, actifs et chômeurs, français et immigrés ; la réduction immédiate et hebdomadaire de la durée du travail : 7 heures par jour, 35 heures par semaine ; l'augmentation massive des salaires.

Non à la défense de l'institution !

Oui à la défense des conditions de vie et de travail des prolétaires !

## Espagne : la riposte ouvrière

(suite de la page 2)

ne soient pas prises en tenaille par les efforts conjugués de la démocratie et du fascisme. Mais, en même temps, c'est la condition pour permettre que les premiers pas vers la constitution d'une force indépendante du prolétariat puissent se transformer un jour, au cours de la période historique actuelle de guerre ou révolution, qui commence à peine, en une force capable de s'attaquer au renversement révolutionnaire de la bourgeoisie, et à l'instauration de la dictature prolétarienne.

★

Cependant, le problème des formes d'organisation que cette autodéfense de classe doit assumer reste ouvert. D'après ce qui précède, il est évident que ces formes sont indissociables des forces qui, dans la lutte immédiate, tendent à se situer sur le terrain de l'action directe (dans les usines, les quartiers, les associations de quartiers, les Comités de chômeurs, les sections syndicales). Cela ne veut pas dire qu'il faut méconnaître l'exigence de groupes de choc de caractère paramilitaire qui sont nécessaires pour l'autodéfense prolétarienne. Mais ces derniers doivent être compris comme des instruments

inséparables d'une lutte dont le centre de gravité est donné par la mobilisation des masses. C'est pour cette raison que nous ne pouvons pas donner aujourd'hui une formule générale d'organisation de cette autodéfense, dans la mesure où il n'existe pas encore aujourd'hui de canaux généraux d'expression de la lutte des masses ouvrières sur un terrain indépendant de classe. Par conséquent, les militants ouvriers doivent chercher, pour l'organisation des premiers pas de cette autodéfense ouvrière, les brèches où se dessinent des tentatives de lutte indépendante du prolétariat, en essayant de les faire converger et de les unifier sur le terrain revendicatif et sur le terrain de l'action directe contre la violence de l'Etat et la violence fasciste.

Il est clair que tous les efforts d'autodéfense prolétarienne ne peuvent être pleinement efficaces que s'ils s'accompagnent d'une lutte sans merci pour briser au sein de la classe ouvrière et de ses organisations immédiates aussi bien le sabotage de la social-démocratie et du national-communisme, que le défaitisme de toutes les forces d'« extrême-gauche » qui cherchent à jeter un pont impossible entre la lutte de classe et les agents bourgeois dans les rangs du prolétariat.

## il programma comunista

N° 12 - 14 JUIN 1980

- L'« arco della crisi » abbraccia tutto il mondo.
- Elezioni e « fronte del rifiuto ».
- Continua a scorrere il sangue dei contadini messicani.
- Il sindacato e l'autoregolamentazione dello sciopero.
- Sul filo del tempo : I comuni e il socialismo.
- Spagna : il parto della democrazia e i suoi assistenti.
- Il capitalismo dietro la facciata.
- Il partito del lavoro albanese.
- Lotte sindacali : Fiat, Precari della scuola, Bagnoli.
- Vita di Partito : Riunioni pubbliche a Milano e Schio.

Vient de paraître

Brochure n° 13 « Le Prolétaire »

## Le marxisme et l'Iran

Commandes au journal

Prix : 5 F

## Permanences du Parti

EN BELGIQUE

• A Bruxelles : le 2<sup>e</sup> lundi de chaque mois, soit les 14 juillet, 8 septembre, etc. (il n'y aura pas de permanence en août), etc., de 19 h 30 à 21 h, 30, Café de la Régence, place Fernand-Cocq, 12, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

• A Aix-en-Provence : vente le dernier samedi du mois, de 11 h à 12 h, au marché devant le Palais de Justice.

• A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc (sauf le dernier samedi de juillet et tous les samedis du mois d'août).

• A Arles : vente sur le marché du Boulevard des Lices, le 1<sup>er</sup> et le 3<sup>e</sup> samedi de chaque mois, de 11 à 12 h, soit les 5 et 19 juillet, etc. mois, soit les 6 et 20 juillet, etc.

• A Avignon : vente aux Halles, place Pie, tous les samedis de 11 à 12 h.

• A Caen : vente au marché Saint-Pierre, de 10 h 30 à 12 h, le 1<sup>er</sup> et le 3<sup>e</sup> dimanche du mois, soit les 15 juin, 6 et 19 juillet, etc.

• A Grenoble : dimanche tous les quinze jours au marché Saint-Bruno, de 10 h 30 à 11 h 30 (en juillet les permanences auront lieu les 6 et 27, en août le 31).

• Au Havre : vente le dimanche matin au marché d'Harlieu le 1<sup>er</sup> et le 3<sup>e</sup> dimanche de chaque mois, les 6 et 20 juillet, etc.

• Au Mans : vente sur le marché de Pontlieu, le 2<sup>e</sup> dimanche de chaque mois, de 10 h 30 à 11 h 30, soit le 13 juillet, etc. (la permanence est suspendue en août).

• A Lille : tous les mercredis de 18 h à 19 h 30, rue Adolphe.

• A Lyon : vente et permanence au marché Garibaldi, place des Martyrs de la Résistance, le dimanche de 10 h à 11 h, tous les quinze jours, soit les 6 et 20 juillet, etc. (la permanence est suspendue en août ; elle reprendra le 7 septembre).

• A Nantes : vente le 1<sup>er</sup> dimanche de chaque mois, marché de Talensac, de 10 h 30 à 11 h 30. 4<sup>e</sup> samedi du mois, soit les 28 juin, 12 et 26 juillet, etc. (la permanence est suspendue en août).

• A Nîmes : vente aux Grandes Halles, entrée rue Général-Parrier, de 10 h à 11 h, le 2<sup>e</sup> et le 4<sup>e</sup> samedi du mois, soit les 14 et 28 juin, 12 et 26 juillet, etc.

• A Paris : 20, rue Jean-Bouton, 75012. Le samedi, de 16 h à 19 h, et le mercredi de 18 h 30 à 20 h 30 (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

• A Rouen : vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.

• A Roubaix : vente au marché (face à la poste) de 11 h à 12 h, le 3<sup>e</sup> dimanche de chaque mois, soit les 20 juillet, 17 août, etc. (pas de permanence en juin).

• A Strasbourg : tous les vendredis de 18 à 19 h, 3, rue Sainte-Catherine (au fond de la cour à droite), près de la place de Zurich.

• A Toulouse : vente au marché Saint-Sernin, le dimanche de 11 h à 12 h, tous les quinze jours, soit les 15 et 29 juin, etc. (la permanence est suspendue en août).

• A Valence : dimanche tous les quinze jours de 10 h 30 à 11 h 30, au marché de Bourg-lès-Valence, place de la Liberté, soit les 15 et 29 juin, etc.

EN SUISSE

• A Lausanne : tous les samedis de 10 à 12 h, 32, rue Pré-du-Marché (1<sup>er</sup> étage à droite, « Atelier »).

CORRESPONDANCE POUR LA BELGIQUE  
J.A. BP 199  
1060 BRUXELLES 6

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE  
Editions Programme, 32, rue du Pré-du-Marché  
1004 LAUSANNE

Directeur-gérant : SARO

Imprimerie « E.P. »  
232, rue de Charenton - 75012 PARIS

Distribué par les NMPP

No d'inscription à la commission  
paritaire de presse : 52926